

**Politique étrangère - Italie - Union
européenne - Terrorisme - Syrie -
Etats-Unis/Commerce - Iran -
Entretien de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec "LCI"**
(Paris, 01 juin 2018)

Q - Notre invité nous rejoint, il dirige la diplomatie française depuis un peu plus d'un an, Jean-Yves Le Drian, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, nous rejoint. Beaucoup de dossiers bien sûr, le terrorisme avec cette revendication de l'attentat de Liège et la situation des djihadistes qui vont revenir en France, la Syrie, les sanctions américaines contre l'Europe qui sont tombées cet après-midi. Bonsoir Jean-Yves Le Drian.

Pour commencer, l'Europe bousculée une nouvelle fois, bousculée par les populismes, en l'occurrence par la situation en Italie, où semble-t-il, d'après ce qu'on apprend, il y a quelques minutes, on se dirige finalement vers un gouvernement d'union des populismes. Le président Mattarella pourrait cette fois donné son feu vert. Il y a quelques heures, les propos de Matteo Salvini, après avoir a priori renoncé, finalement ils se sont mis d'accord, la Ligue et le Mouvement 5 Etoiles, pour tenter de constituer ce gouvernement.

Toute l'Europe prend position sur ce qui se passe en Italie, c'est une affaire très sérieuse. L'Italie doit-elle renoncer si vous aviez un message à lui adresser - à un gouvernement des populismes, comme on l'a entendu parfois ?

R - Les Italiens ont voté. Il faut respecter leur vote. Ils ont fait le choix. Il faut qu'ils le mènent jusqu'à son terme. Le président Mattarella a proposé la composition d'un gouvernement, il a pris ses responsabilités aussi. Je pense qu'il ne faut pas porter de jugement, parce que nous avons besoin de l'Italie. Parce que pour la France, l'Italie, c'est un grand partenaire. D'abord, l'Italie a fondé l'Europe avec nous. Ensuite, l'Italie, c'est un partenaire économique, industriel très fort. Nous avons une culture partagée depuis longtemps, à tel point que nous envisagions et nous envisageons toujours d'avoir avec l'Italie un traité qui pourrait s'appeler le Traité du Quirinal, que nous voulons mettre en oeuvre. J'espère que les Italiens seront fidèles à ce qui fait leur Histoire depuis soixante ans, c'est-à-dire l'Europe.

Q - Oui, mais ce gouvernement veut tourner le dos à l'Europe.

R - Ils annoncent un certain nombre d'orientations, sans doute y a-t-il dans ces élections le résultat d'une double révolte, une révolte contre la situation économique italienne qui est restée encastrée depuis 2008, provoquant des inégalités croissantes, à la fois territoriales et sociales. Et puis, aussi, parce qu'ils ont eu le sentiment d'être lâchés dans la crise des migrations. Donc, il y a un mouvement de protestation lourd, mais c'est le résultat du vote

italien. Donc, nous souhaitons que l'Italie reste dans ses engagements initiaux, qu'elle reste fidèle à son Histoire...

Q - Mais vous êtes inquiet ?

R - On va voir au résultat, on va voir à l'action. Mais nous souhaitons vraiment que l'Italie reste notre partenaire.

Q - Donc, quand ce commissaire allemand au Budget déclare : "Les marchés vont apprendre aux Italiens à bien voter", là, c'était dans la perspective de nouvelles élections, ses propos sont totalement déplacés ?

R - Je ne porte pas de jugement sur les déclarations d'un commissaire. Je dis simplement que les Italiens ont fait des choix, que l'Europe doit être au rendez-vous des interrogations des Italiens. Si le Président Macron a souhaité relancer, refonder l'Europe en lui donnant un destin nouveau, une mobilisation nouvelle, en faisant en sorte qu'elle assure sa souveraineté, c'est bien pour répondre à ce qui est aujourd'hui une interrogation sur l'Europe, que l'on constate là comme ailleurs.

Q - Mais on a le sentiment que les peuples, que l'Europe rebute les peuples, que les peuples veulent moins d'Europe, on peut le regretter, on peut trouver cela irrationnel, mais c'est le cas. Qu'est-ce qu'on fait ?

R - L'Europe est dans le monde instable que nous vivons aujourd'hui, l'Europe est encore plus qu'hier une nécessité. Il faut que les dirigeants européens, le président de la République en premier lieu, mais aussi tous ceux qui veulent bien refonder l'Europe ensemble montrent que l'Europe, demain, c'est l'Europe qui protège, c'est l'Europe qui assure sa souveraineté, qui assure sa puissance et qui tienne toute sa place dans le monde. Parce que rien ne serait pire que la dislocation. L'Italie pourra régler ses problèmes davantage avec l'Europe qu'en s'isolant et nous avons besoin de l'Italie dans cet ensemble.

Q - Alors l'Europe menacée aussi, touchée par le terrorisme, attentat à Liège cette semaine, qui a été revendiqué, qui a été revendiqué il y a quelques heures par le groupe Etat islamique. Je voulais vous poser la question : Est-ce qu'aujourd'hui encore le groupe Etat islamique possède toujours des bases ou une base territoriale en Syrie ou est-ce qu'il a été définitivement éradiqué ? Où est-on ?

R - Non. Ce n'est pas fini. Il y a encore une base territoriale en Syrie : à l'est, au nord-est de la Syrie, environ entre 5 et 10% du territoire qu'avait auparavant Daech sur l'ensemble de la Syrie et de l'Irak ; donc c'est un réduit, mais il reste encore des combattants terroristes...

Q - Cette guerre-là n'est pas terminée.

R - Même si aujourd'hui la coalition et les forces démocratiques syriennes combattent ce réduit, il est toujours là. Donc, il faut être très vigilant, il faut aller jusqu'au bout. Par ailleurs, il y a aussi les risques, dans cette région, d'un Daech clandestin et qui peut, à Bagdad, ou ailleurs, un jour ressurgir et provoquer des attentats. On a pu le constater. Donc, ce combat-là doit se poursuivre. Mais sur le terrorisme, il n'y a pas que Daech, il y a aussi aujourd'hui la réapparition du mouvement lié à al-Qaïda, je le vois en particulier en Syrie. Il faut assurer aussi la vigilance contre cette nouvelle forme de terrorisme, ce reclassement d'un certain nombre de combattants dans d'autres instances terroristes. Donc, ce combat contre le terrorisme, c'est un combat de très longue haleine. Cela suppose la coopération internationale, cela suppose la vigilance, à la fois à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur de notre pays.

Q - Que faire avec les Français ou les Françaises djihadistes qui sont en Syrie en ce moment ou en Irak et qui vont être jugés ? Je voudrais vous poser la question sur le cas de Mélina Boughedir, dont le procès va avoir lieu dans trois jours en Irak, procès pour terrorisme, crimes de terrorisme, complicité de terrorisme, non dénonciation de crimes terroristes. Elle est passible de la mort par pendaison. Faut-il finalement considérer que c'est l'affaire des autorités irakiennes et pas notre affaire ? Elle est Française, elle a trois enfants en France, un enfant qui est né là-bas. C'est l'affaire des autorités irakiennes ou c'est notre affaire ?

R - D'abord, nous avons veillé à ce que les enfants soient rapatriés. Ensuite, Mme Boughedir est une combattante. Quand on va à Mossoul en 2016, c'est pour combattre. Donc, elle est jugée sur les lieux de ses exactions, c'est la logique normale. Elle a combattu contre les unités irakiennes, elle est jugée en Irak. Elle est défendue et nous faisons en sorte que notre consulat suive sa situation, sa détention. Mais c'est à la justice irakienne de traiter, de rendre son verdict à l'égard d'une terroriste de Daech qui a combattu contre l'Irak.

Q - L'Irak est un pays souverain pour rendre justice dans ce cas-là. Si elle est condamnée à mort, la France ne s'en mêlera pas.

R - Nous n'avons pas vocation à nous mêler des jugements. Nous condamnons totalement la peine de mort, qui existe aussi aux Etats-Unis, cela ne vous a pas échappé. Donc, en Irak, nous souhaitons qu'elle ne soit pas appliquée. Nous l'avons fait savoir aux autorités irakiennes, que nous étions fermement contre la peine de mort, quel que soit le pays et ils le savent.

Q - Dans ce cas d'espèce en particulier ou c'était une...

R - Nous l'avons fait savoir très précisément, moi-même, auprès du Premier ministre Abadi, qui ne sera peut-être plus le Premier ministre demain.

Q - Donc, vous espérez être écouté...

R - Après, c'est le jugement. Mais il ne faut pas se cacher. Lorsqu'on va en Irak combattre avec Daech, on est combattant dans les rangs des terroristes.

Q - L'actualité de cet après-midi, c'est aussi la sensation des sanctions, des mesures de protectionnisme de Donald Trump contre l'Europe, cela ne concerne pas que l'Europe, il y a aussi le Mexique et le Canada dans un premier temps. Mais enfin, nos exportations d'acier et d'aluminium vont être taxées, 10% et 25%. Les Etats-Unis sont nos alliés. Mais là, il y a un geste - comment dire - inamical vis-à-vis du commerce que nous faisons avec les Etats-Unis. Jean-Claude Juncker a déjà réagi à Bruxelles. À l'instant, Emmanuel Macron : "C'est une décision illégale", dit-il.

R - C'est une mesure brutale, c'est une mesure inacceptable. C'est la loi du plus fort. Mais la vie du monde, des relations internationales, ce n'est pas la loi du plus fort. Les relations internationales, ce n'est pas le Far West. Donc, nous condamnons. On trouve que cette mesure est inacceptable. Face à cette mesure-là, qui en plus touche des alliés, que ce soit l'Europe, mais que ce soit aussi le Mexique ou le Canada, il y avait aussi déjà le Japon, face à ces mesures inacceptables, nous allons prendre au niveau européen des contremesures et des mesures de sauvegarde.

Q - Cela veut dire taxer certaines importations américaines ?

R - Cela veut dire des mesures proportionnées, mais cela veut dire des mesures proportionnées de taxation des exportations américaines, c'est ce qu'on appelle le "Règlement Moto Bourbon", moto Bourbon ou d'autres, il y a une liste de produits qui vont être taxés par l'Union européenne. Je dois vous dire à cet égard que l'Union européenne est totalement solidaire, unie et déterminée. On parlait tout à l'heure de l'Europe, voilà l'Europe souveraine qui se manifeste, voilà l'Europe qui protège d'une certaine manière et qui n'accepte pas que ses intérêts soient remis en cause d'une telle manière.

Q - On perd nos repères. Les Etats-Unis de Donald TRUMP sont encore nos alliés ?

R - Ce sont nos alliés parce que nous sommes ensemble contre le terrorisme, nous sommes ensemble sur la situation en Corée du Nord, nous sommes ensemble dans certains combats en Afrique. Nous avons des désaccords que nous exprimons. Mais ce qui me frappe le plus, c'est que depuis l'arrivée de Donald Trump, il y a une espèce de volonté de déconstruction systématique de tout ce qui est le corpus juridique international sur lequel les Nations s'étaient mises d'accord, se sont mises d'accord, que ce soit l'Unesco dont les Etats-Unis se retirent, que ce soit l'Accord sur le Climat dont les Etats-Unis se retirent, que ce soit l'Organisation mondiale du commerce dont les Etats-Unis ne veulent plus entendre parler, que ce soit même - se tenait hier et aujourd'hui une réunion - l'OCDE, dont le siège est à Paris, l'Organisation de la coopération pour le développement économique, il y a trente-cinq membres, dont les Etats-Unis, trente-quatre membres se sont mis d'accord sur un texte et pas les Etats-Unis.

Q - Donc, il faut faire sans eux.

R - Il y a une espèce d'isolationnisme croissant, malheureusement, ce que l'on appelait avant l'"America first" - l'Amérique d'abord - est en train de devenir "America alone", Amérique toute seule. Face à cela, il faut s'organiser pour développer le multilatéralisme.

Q - Sans eux.

R - Avec eux, on l'espère. Nous ne souhaitons pas qu'il y ait une guerre commerciale. On pense que cet isolationnisme militant développé par le président Trump, à un moment donné aura une fin, on ne parle pas qu'au président Trump aux Etats-Unis.

Q - On n'est pas dans un nouveau monde qui est parti pour des dizaines d'années, d'après vous...

R - On est dans un monde de rapport de force, de puissance et le fait de prendre ce type de mesures, je ne parle pas uniquement des mesures douanières que vous venez d'évoquer, mais aussi d'autres mesures, d'autres retraits de la coopération internationale, tout cela amène à un grand désordre qui favorise le rapport de force, la puissance.

Nous, nous sommes, le président Macron en particulier, pour le développement du multilatéralisme. J'avais été frappé, lors du déplacement du président Macron à Washington, d'abord de la fermeté du président Trump dans sa volonté isolationniste, et puis, en même temps de la clarté du discours du président Macron et des applaudissements qu'il avait eus, lorsqu'au Congrès, il défendait la coopération internationale et le multilatéralisme. Le monde est là, ou il choisit la régulation, à la fois dans le domaine stratégique, dans le domaine commercial, dans le domaine culturel, ou il choisit le rapport de force des puissances. C'est un peu au milieu du chemin que nous nous trouvons...

Q - Mais c'est un monde qui...

R - ... Un peu désordonné et sans doute très dangereux.

Q - On apprend qu'Emmanuel Macron va s'entretenir ce soir avec Donald Trump. Et puis, il y a un autre sujet qui vous a opposés, quand vous parlez du discours d'Emmanuel Macron au Congrès, il espérait aussi arracher le maintien des Etats-Unis dans l'accord avec l'Iran, cela n'a finalement pas été le cas. La France veut sauver cet accord. Mais c'est vrai que les entreprises françaises, TOTAL, ENGIE, PEUGEOT, AIRBUS, entreprises européennes et d'autres, est-ce que vous pensez vraiment que vous arriverez à les protéger des sanctions américaines, si elles continuent à commercer avec l'Iran, pour qu'elles restent en Iran ? Est-ce qu'on a progressé là-dessus depuis quinze jours ?

R - D'abord, il faut maintenir cet accord.

Q - Oui, mais ça, c'est une position de principe.

R - Pas uniquement. C'est une position de sécurité. L'accord de Vienne, qui a été discuté avec les Etats-Unis, que les Etats-Unis ont signé, qui a été discuté avec les Européens, avec la

Chine et la Russie et avec les Iraniens, pendant douze ans, avec des moments de crise, est finalement un résultat qui nous protège contre le risque nucléaire et le fait que l'Iran se dote de l'arme nucléaire. Donc, il importe de le garder.

Q - Mais les entreprises françaises...

R - Les Iraniens considéraient qu'en échange de cet accord, ils pouvaient avoir des bénéfices économiques qui leur permettaient de se développer. Alors, maintenant, les Américains disent " nous renonçons ". Ce n'est pas parce qu'ils renoncent que l'accord ne se poursuit pas. L'accord se poursuit.

Q - Sauf qu'ils menacent de sanctionner les entreprises françaises qui commercent avec l'Iran.

R - Ils menacent de sanctionner les entreprises françaises qui investiraient en Iran, à partir du moment où ils ont un lien, même ténu, avec les Etats-Unis, ne serait-ce qu'elles payent en dollars. Donc, il faut aujourd'hui pour deux raisons qui sont à la fois la protection de nos entreprises, mais aussi la sécurisation de l'accord qui est notre propre sécurité, mettre en place un dispositif...

Q - Mais est-ce qu'on a avancé depuis quinze jours là-dessus ?

R - Nous avons avancé sur un point, c'est l'application d'un règlement européen qui date déjà de 1996, qu'on a réadapté et qui permet aujourd'hui de se protéger, de protéger nos entreprises contre ces pressions américaines. Mais cela ne suffit pas. Il faut que nous mettions en place un dispositif financier immunisé contre le dollar, donc en euros ou en relation avec d'autres monnaies, permettant d'assurer à la fois la sécurité de nos entreprises qui travailleraient avec l'Iran et aussi de permettre à l'Iran, qui reste dans l'accord, de faire en sorte que sa production pétrolière, par exemple, puisse être exportée. Mais le danger, c'est que l'Iran se retire de l'accord. Si l'Iran se retire de l'accord, alors nous rentrons dans cette région - qui n'en a pas besoin - dans une situation de très grande instabilité, avec des risques de guerre. Donc, c'est la raison pour laquelle nous tenons à cet accord et nous ferons tout pour qu'il puisse tenir, qu'il puisse se maintenir, avec la participation, l'engagement de l'Iran à respecter ses engagements. (...)/.